

Lettre ouverte aux chefs des partis politiques canadiens

Nous nous attendons à ce que le budget fédéral 2009 comprenne 2,2 milliards de dollars d'investissements dans les services de garde à l'enfance au Canada, ainsi qu'un engagement à travailler avec les provinces et les territoires au développement de services de qualité, abordables et communautaires.

Chacun de vos partis reconnaît l'importance de ce budget et la responsabilité du gouvernement fédéral en ce qui a trait au soutien de l'économie en général et de l'aide à apporter aux personnes les plus vulnérables aux effets de la récession. De nouvelles réductions d'impôt ne permettront pas d'atteindre ces objectifs. Le prochain budget doit contenir des investissements dans l'infrastructure de manière à créer de l'emploi immédiatement et à léguer un héritage durable.

Les services éducatifs et de garde à l'enfance font partie de l'infrastructure de notre pays et y investir est crucial. Notre économie dépend de l'accès aux services de garde en périodes économiques prospères ou ralenties. Sans services de garde, les gens ne peuvent pas travailler, ne peuvent pas faire des études et ne peuvent pas se recycler.

À court terme, investir directement dans le système de services de garde a pour effet :

1. De stimuler immédiatement l'économie locale dans les collectivités – en effet, les services de garde constituent un secteur à forte intensité de main-d'œuvre et les éducatrices à la petite enfance vivent, travaillent et consomment habituellement dans leur collectivité;
2. De soutenir l'ensemble des travailleuses et travailleurs – en plus d'avoir un « effet multiplicateur » très élevé, les services de garde lorsqu'ils sont accessibles et abordables permettent aux parents de demeurer actifs sur le marché du travail et de renforcer leurs compétences dans *tous* les secteurs de l'économie.

Quant à l'héritage légué, il est possible de bâtir plus que des routes et des ponts. À long terme, investir dans un système de services de garde à l'enfance a pour effet :

1. De promouvoir le développement et l'épanouissement des enfants. C'est un investissement dans l'économie future, compte tenu notamment du vieillissement de notre population et de la diminution de notre main-d'œuvre;
2. D'aider les parents à garder leur emploi, à mettre à niveau leurs compétences et à protéger leur famille de la pauvreté;
3. De soutenir la participation des femmes au marché du travail, leur scolarisation et leur formation professionnelle.

De nombreuses études ont démontré que pour chaque dollar investi dans des services de garde de qualité et abordables, le rendement était extraordinaire – de deux dollars à dix-sept dollars. Mais, il n'est pas possible de bâtir un réseau efficace de services de garde par des baisses d'impôt ou des incitatifs fiscaux comme la Prestation universelle pour la garde d'enfant. Les transferts directs aux familles et les incitatifs financiers pour la construction de nouvelles garderies ne garantissent pas l'accès à des services de garde de qualité et abordables. Ces stratégies axées sur l'offre et la demande font fi de l'expérience vécue en Australie, voire de l'expérience au Canada – à l'extérieur du Québec. À cause de notre façon de faire, selon l'OCDE et l'UNICEF, nous occupons le dernier rang des pays industrialisés en ce qui a trait aux normes auxquelles sont assujettis nos services garde.

Le budget fédéral 2009 doit comporter des transferts importants vers les provinces et les territoires conditionnels – sauf pour le Québec et son réseau de services de garde – à l’atteinte d’objectifs spécifiques. Le plan de relance économique élaboré par le Centre canadien de politiques alternatives prévoit 2,2 milliards de dollars de plus cette année pour les services de garde. Si ces fonds sont assujettis aux conditions suivantes, soit :

- versement de subventions de fonctionnement aux services de garde pour leur permettre de réduire leurs tarifs, d’augmenter les salaires et de créer de nouvelles places
- investissements pour l’achat ou la rénovation d’installations ou d’équipements communautaires et sans but lucratif

une étape importante aura été franchie pour assurer à toutes les familles canadiennes qui en ont besoin des services de garde à l’enfance de qualité et abordables.

Certains diront que le Canada n’a pas les moyens d’investir dans les services de garde en cette période d’incertitude économique. Rien n’est plus loin de la vérité. Les services de garde sont un volet essentiel de l’infrastructure économique et sociale des collectivités. Ils sont une mesure de stimulation économique riche de bienfaits durables et à long terme pour le Canada.

C’est avec plaisir que nous discuterons avec vous d’ici le 27 janvier prochain pour vous fournir plus de renseignements.

Veillez recevoir l’expression de nos sentiments respectueux.

A handwritten signature in blue ink that reads "Jody Dallaire". The signature is written in a cursive, flowing style.

Jody Dallaire, présidente
Association canadienne pour la promotion des services de garde à l’enfance.